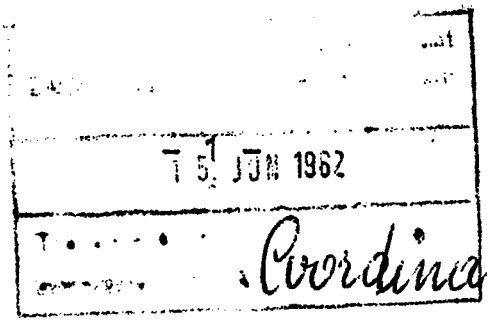
MTL.



L.7894/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 10 avril 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant certaines circonscriptions judiciaires et la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire et la loi du 21 ventôse an VII, relative à l'organisation de la conservation des hypothèques", a donné le 14 mai 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 10e april 1962 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van bepaalde rechtsgebieden en van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik van de talen in gerechtszaken en van de wet van 21 Ventose jaar VII betreffende de inrichting van de bewaring der hypotheken", heeft de 14e mei 1962 het volgend advies gegeven :

A la date du 26 octobre 1961, le Conseil d'Etat émit un avis (L.7655) sur un projet de loi adaptant les limites de provinces, arrondissements et communes à la frontière linguistique néerlandaise. française, et modifiant certaines dispositions de la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Dans cet avis, le Conseil d'Etat fit observer les conséquences de ces rectifications, au point de vue de la compétence territoriale des juridictions comprenant des communes touchées par ces dispositions ainsi que le sort des affaires pendantes qui devaient être réglées par la loi.

Le présent projet tient compte de ces observations.

Il contient divers ordres de dispositions :

1° il crée deux justices de paix, l'une à Comines, l'autre à Fouron-le-Comte (articles 1er et 2);

2° il modifie le tableau annexé à la loi du 18 juin 1869 déterminant le ressort des cours et tribunaux (article 3);

3° il établit diverses dispositions transitoires concernant: la dévolution des causes qui seront pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la future loi (article 4), la compétence territoriale des notaires (article 5), les droits et débours des huissiers (article 6);

.../...

4° il modifie la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire (article 7);

5° il modifie la loi du 21 ventôse an VII relative à l'organisation de la conservation des hypothèques (article 8).

Ces dispositions ou groupes de dispositions soulèvent les observations suivantes.

A. INTITULE.

L'intitulé du projet serait mieux rédigé comme suit :

"Projet de loi établissant à nouveau le ressort territorial de certaines juridictions et modifiant la loi du 15 juin 1935 ... et la loi du 21 ventôse an VII... ".

B. CREATION DE NOUVELLES JUSTICES DE PAIX.

L'article 1er crée la justice de paix de Comines, l'article 2 celle de Fouron-le-Comte. Les mêmes articles disposent que ces deux justices de paix seront respectivement desservies par les juges de Mouscron et de Tongres. Par ces dispositions, la loi empêche définitivement le Roi d'user du pouvoir constitutionnel qu'il possède de nommer les titulaires des justices de paix nouvellement créées.

.../...

Pour réaliser les intentions du Gouvernement sans soulever d'objections d'ordre constitutionnel, deux procédés peuvent être envisagés :

1° la loi peut se borner à créer des justices de paix à Comines et Fouron-le-Comte, laissant au Roi la faculté d'user des pouvoirs qu'il tient de l'article 1er de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. Cet article lui permet de charger un juge de paix de desservir un canton contigu ou un canton du même arrondissement judiciaire, mais ne lui enlève pas toute possibilité de nommer ultérieurement un juge de paix titulaire dans ces cantons;

2° la loi peut également, sans créer de justice de paix nouvelle, rattacher les communes des régions de Comines et de Fouron-le-Comte, respectivement aux cantons de Mouscron et de Tongres. Toutefois, pour éviter que les habitants des régions de Comines et de Fouron-le-Comte aient à se déplacer aux chefs-lieux de canton, la loi pourrait prévoir , par dérogation à l'article 5 de la loi du 18 juin 1869, que les juges de Mouscron et de Tongres siégeront en dehors du chef-lieu, c'est-à-dire à Comines et à Fouron-le-Comte, lorsqu'ils seront appelés à statuer dans des affaires intéressant ces deux régions.

Il devrait être prévu, dès lors, que les règles de la compétence territoriale seront appliquées comme si les régions de Comines et de Fouron-le-Comte constituaient des cantons distincts.

.../...

Si le Gouvernement se rallie à cette dernière suggestion, il y aurait lieu d'adapter en conséquence le tableau figurant à l'article 3 du projet.

C. MODIFICATIONS DU RESSORT DE CERTAINES JURIDICTIONS.

L'article 3 du projet a pour objet - selon sa phrase liminaire - de modifier le tableau déterminant le siège et le ressort des justices de paix, annexé à la loi du 18 juin 1869.

Il faut remarquer que le tableau auquel il est fait référence fixe le ressort des cours d'appel par énumération des tribunaux de première instance qui en relèvent et le ressort des tribunaux de première instance, par l'énumération des cantons de justice de paix qui les constituent, mais qu'il ne fixe nullement la contenance territoriale de ces cantons, c'est-à-dire qu'il n'établit pas la liste des communes qui composent les cantons de justice de paix. Cette matière, extrêmement touffue, est actuellement réglée par plus de cent textes, dont les premiers remontent à l'an X.

Pour cette raison, il y a lieu de considérer comme inexacte la phrase liminaire de l'article 3 du projet, en tant qu'elle se réfère, pour l'ensemble des dispositions de cet article, au tableau annexé à la loi du 18 juin 1869.

.../...

Cette phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Le siège et le ressort des justices de paix mentionnées au présent article ainsi que l'arrondissement dont elles relèvent sont fixés comme suit :

... ".

Dans ce tableau, les corrections suivantes devraient être apportées :

Wamon	doit se lire	Wamont,
Virgonal-Samme	"	Virginal-Samme,
Roroux-Crenwick	"	Rosoux-Crenwick

D. DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

L'article 4 conserve aux juridictions dont le ressort est modifié par le projet, la connaissance des causes dont elles seront régulièrement saisies au moment de l'entrée en vigueur de la future loi. Le projet ne règle toutefois pas la question de savoir devant quelle juridiction sera porté l'appel des jugements rendus soit avant l'entrée en vigueur de la loi, alors qu'à ce moment le délai d'appel ne serait pas expiré, soit après cette entrée en vigueur. La question pourrait se poser de la même façon pour l'opposition contre des jugements qui seraient rendus par défaut dans les mêmes circonstances. Pour éviter toute discussion sur la portée des principes en la matière, le Gouvernement devrait prévoir un texte réglant expressément cette question.

.../...

E. MODIFICATIONS A LA LOI DU 15 JUIN 1935.

L'article 7, qui porte diverses modifications à la loi du 15 juin 1935, serait mieux rédigé comme suit :

"Article 7.-

La loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire est modifiée comme suit :

1° l'article 46, alinéa 2, l'article 53, § 2, alinéa 3, et § 6, ainsi que les articles 55 à 59 , maintenus en vigueur par la loi du 20 juillet 1939, sont abrogés ;

2° dans l'article 53, § 7, les mots "ou de la langue de la minorité linguistique" sont supprimés".

F. ARTICLE FIXANT L'ENTREE EN VIGUEUR.

I. A l'article 9 du projet, les mots "sort ses effets" sont incorrects; il faut "sortit ses effets" si l'on veut donner au projet un éventuel effet rétroactif; sinon il faut écrire "produit ses effets" ou "entre en vigueur en même temps que la loi ... ".

II. Le projet destiné à devenir la loi dont question dans l'article 9 n'est pas encore adopté par les Chambres; il n'a pas encore d'intitulé officiel; l'article 9 du projet devra évidemment tenir compte de cet intitulé lorsqu'il sera établi.

Op 26 oktober 1961 heeft de Raad van State een advies (L. 7655) gegeven over een ontwerp van wet houdende aanpassing van provincie-, arrondissements- en gemeentegrenzen aan de Nederlands-Franse taalgrens en wijziging van sommige bepalingen van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken.

In dat advies vroeg hij aandacht voor de terugslag van die wijzigingen op de territoriale bevoegdheid van de gerechten met in hun gebied gemeenten die onder die bepalingen vallen, en op het lot van de hangende zaken : aangelegenheden die bij de wet te regelen zouden zijn.

Het onderhavige ontwerp is met inachtneming van die opmerkingen opgesteld.

Het bevat verschillende soorten van bepalingen:

1° het richt twee vredegerechten op, een te Komen en een te 's-Gravenvoeren (artikelen 1 en 2);

2° het wijzigt de bij de wet van 18 juni 1869 gevoegde tabel tot vaststelling van het rechtsgebied van hoven en rechtbanken (artikel 3);

3° het stelt overgangsbepalingen vast met betrekking tot de toewijzing van de zaken die bij de inwerkingtreding van de ontwerp-wet aanhangig zullen zijn (artikel 4), de territoriale bevoegdheid van de notarissen (artikel 5), de rechten en uitschotten van de deurwaarders (artikel 6);

.../...

4° het wijzigt de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken (artikel 7);

5° het wijzigt de wet van 21 ventôse jaar VII betreffende de inrichting van de bewaring der hypotheken (artikel 8).

Bij deze bepalingen of groepen van bepalingen zijn de volgende opmerkingen te maken.

A. OPSCHRIFT.

Het opschrift van het ontwerp kan beter worden gelezen als volgt :

"Ontwerp van wet tot nieuwe vaststelling van het rechtsgebied van sommige gerechten en tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken en van de wet van 21 ventôse jaar VII betreffende de inrichting van de bewaring der hypotheken".

B. OPRICHTING VAN NIEUWE VREDEGERECHTEN.

Artikel 1 richt het vredegerecht van Komen, artikel 2 dat van 's-Gravenvoeren op. Dezelfde artikelen bepalen, dat die vredegerechten onderscheidenlijk door de rechters van Moeskroen en Tongeren worden bediend. Door deze bepalingen verhindert de wet de Koning voorgoed, gebruik te maken van zijn grondwettelijke macht om de titularissen van de nieuw opgerichte vredegerechten te benoemen.

.../...

Om haar bedoeling te verwezenlijken zonder dat grondwettelijke bezwaren rijzen, kan de Regering op twee manieren te werk gaan :

1° de wet kan zich tot het oprichten van vredegerechten te Komen en te 's-Gravenvoeren beperken en de Koning ruimte laten voor het uitoefenen van de bevoegdheid die hij aan artikel 1 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting ontleent. Dit artikel staat de Koning toe ,een vrederechter met de dienst van een aangrenzend kanton of een kanton van hetzelfde rechterlijk arrondissement te belasten, maar ontneemt hem niet iedere mogelijkheid om naderhand in die kantons een titularis te benoemen;

2° de wet kan ook, zonder nieuwe vredegerechten op te richten, de gemeenten uit de streek van Komen en van 's-Gravenvoeren onderscheidenlijk bij de kantons Moeskroen en Tongeren indelen. Opdat de inwoners uit die streken zich niet naar de kantonhoofdplaatsen moeten begeven, zou de wet echter, in afwijking van artikel 5 van de wet van 18 juni 1869, kunnen bepalen dat de rechters van Moeskroen en van Tongeren buiten de kantonhoofdplaats, namelijk te Komen en te 's-Gravenvoeren, zitting zullen houden, wanneer zij zaken uit die streken te berechten krijgen.

Er ware dus te bepalen dat de regelen inzake territoriale bevoegdheid zullen worden toegepast alsof de streken van Komen en 's-Gravenvoeren afzonderlijke kantons vormden.

.../...

Mocht de Regering op die wenk ingaan, dan moet zij de tabel van artikel 3 van het ontwerp dienovereenkomstig veranderen.

C. WIJZIGING VAN HET RECHTSGEBIED VAN SOMMIGE GERECHTEN.

Naar uit de inleidende volzin van artikel 3 blijkt, bedoelt dit de bij de wet van 18 juni 1869 gevoegde tabel tot vaststelling van de zetel en het rechtsgebied van de vredegerechten te wijzigen.

Die tabel nu bepaalt het rechtsgebied van de hoven van beroep via een opsomming van de daaronder ressorterende rechtbanken van eerste aanleg, en het rechtsgebied van de rechtbanken van eerste aanleg via een opsomming van de daaronder ressorterende vredegerechtskantons; zij bepaalt echter niet de territoriale inhoud van die kantons, met andere woorden ze geeft geen lijst van de gemeenten waaruit de vredegerechtskantons bestaan. Meer dan honderd teksten, waarvan de eerste tot het jaar X teruggaan, regelen thans die materie, die dan ook heel moeilijk te overzien is geworden.

De inleidende volzin van artikel 3 van het ontwerp moet dan ook als onjuist worden beschouwd voorzover hij, voor het geheel van de bepalingen van dat artikel, naar de bij de wet van 18 juni 1869 gevoegde tabel verwijst.

.../...

Deze inleidende volzin kan beter worden gelezen als volgt :

"De zetel en het rechtsgebied van de in dit artikel genoemde vredegerechten en het arrondissement waartoe zij behoren, worden vastgesteld als volgt :

...".

In de tabel moeten de volgende verbeteringen worden aangebracht :

Wamon	moet worden gelezen :	Wamont,
Virgonal-Samme	"	Virginal-Samme,
Roroux-Crenwick	"	Rosoux-Crenwick

D. OVERGANGSBEPALINGEN.

Krachtens artikel 4 blijven de gerechten welker gebied het ontwerp wijzigt, kennis nemen van de zaken die bij de inwerkingtreding van de ontwerp-wet regelmatig bij hen aanhangig zijn. Het ontwerp laat echter in het midden, welk gerecht kennis zal nemen van het hoger beroep tegen vonnissen die hetzij vóór de inwerkingtreding en terwijl de termijn voor hoger beroep nog niet verstreken is, mochten zijn gewezen, hetzij na die inwerkingtreding gewezen zullen worden. Hetzelfde geldt voor het verzet tegen vonnissen die onder dezelfde omstandigheden bij verstek zijn gewezen. Wil de Regering dat de strekking van de ter zake geldende beginselen buiten betwisting staat, dan zou zij een tekst moeten vaststellen die deze kwestie uitdrukkelijk regelt.

.../...

E. WIJZIGING VAN DE WET VAN 15 JUNI 1935.

Artikel 7, dat een aantal wijzigingen aanbrengt in de wet van 15 juni 1935, kan beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 7.-

De wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken wordt gewijzigd als volgt :

1° artikel 46, tweede lid, artikel 53, § 2, derde lid, en § 6, alsook de artikelen 55 tot 59, in stand gehouden door de wet van 20 juli 1939, worden opgeheven;

2° in artikel 53, § 7, worden de woorden "of van de taal der minderheidstaalgroep" geschrapt.

F. INWERKINGTREDING.

I. In de Franse tekst van artikel 9 van het ontwerp is de uitdrukking "sort ses effets" verkeerd; er moet staan "sortit ses effets" indien men het ontwerp wil doen terugwerken; zo niet "produit ses effets" of "entre en vigueur en même temps que la loi ...".

II. Het ontwerp dat de in artikel 9 bedoelde wet moet worden, is nog niet door de Kamers goedgekeurd; het heeft nog geen officieel opschrift; de tekst van artikel 9 zal daarmede rekening moeten houden.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.